Image not found or type unknown

Catherine Trautmann, Grande Résistante… quand elle ne se mouille pas

Description

Lâchitude

Catherine Trautmann a sorti les grands mots. Après la victoire de l'AfD en Saxe-Anhalt, la maire de Strasbourg exprime sa « profonde préoccupation », convoque « l'horreur du nazisme » et met en garde contre « la progression de l'extrême droite dans plusieurs pays européens, et notamment en France ». Le communiqué est impeccable. La République tremble, l'Histoire frémit et Marine Le Pen est priée de se sentir visée.

Il ne manque qu'une chose à cette belle démonstration : un soupçon de cohérence. Catherine Trautmann n'a pas découvert hier que la démocratie pouvait être menacée. Elle a simplement une manière bien particulière de manifester son inquiétude. Quand l'adversaire progresse, elle dégaine le communiqué. Quand les contradictions surgissent dans son propre camp, sa plume semble soudain moins pressée.

Mais puisque la maire de Strasbourg entend en tirer une leçon pour la France, autant pousser le raisonnement jusqu'au bout. L'extrême droite n'est pas le seul sujet qui mérite un examen de conscience. La gauche qui prétend lui faire barrage aurait, elle aussi, bien comptes à rendre.

Olivier Faure et son fameux Nouveau Front populaire.

En 2024, le premier secrétaire du PS a conclu une alliance électorale avec La France insoumise, au nom de l'urgence à empêcher le Rassemblement national d'accéder au pouvoir. Les désaccords avec Jean-Luc Mélenchon étaient pourtant connus, les tensions déjà considérables et les réserves bien réelles chez les socialistes.

Qu'importe. Il fallait sauver les sièges, et la grande famille de gauche s'est retrouvée autour de la table. Les principes ont pris place à côté des calculs électoraux, chacun faisant semblant de ne pas trop regarder son voisin.

Quand le PS s'allie à LFI, c'est le front républicain. Quand l'adversaire noue une alliance contestée,

c’est le péril démocratique. La nuance est subtile, mais elle permet de traverser les élections sans trop s’embarrasser d’honnêteté.

Catherine Trautmann, n’avait pas jugé utile de transformer cette opération en sujet d’indignation publique. On ne lui connaît pas de grande déclaration sur les limites de cette alliance ni de mise en garde solennelle contre les accommodements auxquels elle a donné lieu. Il faut croire que les exigences républicaines savent se faire discrètes lorsqu’elles risquent de déranger le machiavélisme socialiste.

Le spectacle devient autrement gênant lorsqu’on aborde l’antisémitisme et les polémiques qui ont secoué la gauche depuis le 7 octobre 2023, le grand mensonge du “Genocide”, les prises de position de Jean-Luc Mélenchon et de plusieurs responsables insoumis et de socialistes sur Israël, le Hamas et la guerre à Gaza ont provoqué de vives controverses. Le PS lui-même a exprimé du bout de la langue des désaccords avec son partenaire. Olivier Faure a même fait mine de prendre ses distances avec certaines formulations de Jean-Luc Mélenchon, mais ces divergences n’ont pas empêché l’alliance. Le désaccord moral n’a pas résisté longtemps à la nécessité électorale.

Et Catherine Trautmann, dans cette affaire ? Catherine Trautmann ne se mouille pas. Pas de croisade publique connue contre les ambiguïtés de son camp, pas de grande mise en garde comparable à celle qu’elle adresse aujourd’hui à la France. Elle laisse à d’autres le soin de commenter les contorsions socialistes, préférant manifestement les sujets sur lesquels l’indignation ne risque pas de contrarier les camarades, ou de la mettre en difficulté.

Ségolène Royal a aussi fourni matière à discussion avec des déclarations antisémites, sur la nécessité de faire **“entendre davantage les voix israéliennes et juives”** dans le débat sur Gaza.

Même embarras lorsque Emmanuel Macron affirme à l’ONU que **« le Hamas n’a jamais sévi en Cisjordanie »**. Cette déclaration a suscité de vives critiques, notamment parce que l’organisation y a bien été présente et active. L’Élysée a ensuite expliqué que le président voulait dire que le Hamas n’y « dirigeait » pas le territoire. Ces discours malsains des uns et des autres auraient mérité d’être examinés sérieusement.

Il faut croire que les indignations ne se distribuent pas uniformément dans la famille socialiste. Certaines déclarations déclenchent immédiatement l’alarme générale, d’autres bénéficient d’un traitement beaucoup plus discret. La vigilance républicaine a ses priorités, et l’on a compris qu’elles ne sont pas toujours dictées par la gravité des propos.

La maire de Strasbourg a une conception assez sélective du courage politique : beaucoup de vigueur contre l’adversaire et une prudence de diplomate lorsqu’il s’agit de son propre camp.

Reste le grand refrain de la gauche française : faire barrage à Marine Le Pen.

Depuis des années, les électeurs entendent la même musique. À chaque scrutin, le RN est présenté comme une menace qui exige de mettre de côté les désaccords, les bilans et les rancœurs. Il faudrait voter contre Marine Le Pen, parfois sans même prendre le temps d’expliquer ce que l’on propose à la place.

Et lorsque les Français persistent à voter pour le RN, on s’étonne de leur choix, on s’indigne de leur

aveuglement et on ressort les grands mots.

Mais pourquoi tant de Français se détournent-ils des partis traditionnels ? Pourquoi des électeurs qui votaient autrefois socialiste se tournent-ils vers le Rassemblement national ? Pourquoi les préoccupations relatives à l'immigration, à la sécurité, à l'autorité, au pouvoir d'achat et au déclassement sont-elles si souvent accueillies par des sermons plutôt que par des réponses politiques ?

La gauche répond par une explication plus commode. Pour elle, les Français seraient trompés, manipulés, séduits par de mauvais discours. Il ne resterait donc qu'à leur expliquer une nouvelle fois ce qu'ils devraient penser.

Le problème est que le barrage ne constitue pas un programme. Il ne remplace ni un bilan, ni une vision, ni une politique capable de convaincre ceux qui ne veulent plus de la gauche. Et il ne suffira pas de brandir éternellement le spectre de l'extrême droite pour effacer les responsabilités de ceux qui ont gouverné, promis, renoncé et fini par perdre la confiance d'une partie du pays.

La victoire de l'AfD en Saxe-Anhalt devrait donc inspirer autre chose qu'un communiqué de circonstance. Elle devrait conduire à s'interroger sur la défiance envers les partis traditionnels, sur les fractures sociales et politiques, et sur l'incapacité croissante des formations installées à répondre aux inquiétudes d'une partie de leurs électeurs.

Mais cet examen de conscience supposerait de regarder aussi du côté de sa propre famille politique. Il faudrait parler des alliances, des renoncements, des contradictions et de cette fâcheuse tendance à considérer que les principes sont intangibles chez l'adversaire, mais négociables chez soi.

Dénoncer l'extrême droite allemande depuis Strasbourg ne coûte pas grand-chose. Cela permet même de se réclamer des valeurs européennes, de convoquer la mémoire du nazisme et de distribuer les avertissements à la France entière.

L'électeur allemand n'est pas devenu fasciste du jour au lendemain. Une partie de l'électorat exprime un déclassement, une inquiétude économique, une défiance envers les institutions, une lassitude face à l'immigration, des préoccupations de sécurité et le sentiment que les responsables politiques vivent dans un monde différent du sien. Les résultats de Saxe-Anhalt doivent aussi être regardés à travers ces fractures politiques et sociales.

Nous connaissons exactement la même mécanique en France

L'AfD a gagné en Saxe-Anhalt. Catherine Trautmann a dégainé son communiqué. La gauche peut dormir tranquille. Elle a trouvé un bouc émissaire.

Reste à savoir si Catherine Trautmann aura un jour le courage d'appliquer à son propre camp les principes qu'elle brandit contre les autres.

Séraphine

Categorie

1. L'Alsacien

date créée

27 septembre 2026